

F. 93 — 2741

[C — 31404]

23 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les formulaires de réception par le fonctionnaire délégué des demandes de permis d'urbanisme et de lotir et de certificats d'urbanisme et des demandes de permis et de certificats relatives à des projets mixtes

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment l'article 140, modifié par les ordonnances des 30 juillet 1992 et 23 novembre 1993;

Vu l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 9 et 24, modifiés par l'ordonnance du 23 novembre 1993;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de l'aménagement du territoire, et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre-Président,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « accusé de réception », l'accusé de réception visé à l'article 140, alinéa 2, première et troisième phrases, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

2° « avis de réception de dossier incomplet », la notification visée à l'article 140, alinéa 2, deuxième phrase, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, portant à la connaissance du demandeur que le dossier ayant trait à sa demande est incomplet.

Art. 2. Lorsque le dossier est complet, le fonctionnaire délégué délivre un accusé de réception conforme au modèle de l'annexe 1.

Art. 3. Lorsque le dossier n'est pas complet, le fonctionnaire délégué en avertit le demandeur par un avis de réception de dossier incomplet conforme au modèle de l'annexe 2.

Art. 4. Sont abrogés :
1° l'article 3 et les annexes 1 et 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 juillet 1992 relatif à l'instruction par le fonctionnaire délégué des demandes de permis d'urbanisme et de certificat d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatifs à des travaux d'utilité publique;

2° l'article 3 et les annexes 1 et 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 mai 1993 relatif à l'instruction par le fonctionnaire délégué des demandes de permis de lotir et de certificat d'urbanisme en vue de lotir sollicités par une personne de droit public.

Art. 5. Le membre du Gouvernement qui a l'urbanisme dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1993.

Bruxelles, le 23 novembre 1993.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire,
Ch. PICQUE

Le Secrétaire d'Etat,
R. HOTYAT

N. 93 — 2741

[C — 31404]

23 NOVEMBER 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de formulieren voor de ontvangst door de gemachtigde ambtenaar van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten en van de aanvragen om vergunningen en attesten betreffende gemengde projecten

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op artikel 140, gewijzigd bij de ordonnanties van 30 juli 1992 en 23 november 1993;

Gelet op de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op de artikelen 9 en 24, gewijzigd bij de ordonnantie van 23 november 1993;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met ruimtelijke ordening en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, bedoelt men met :

1° « ontvangstbewijs », het ontvangstbewijs bedoeld in artikel 140, tweede lid, eerste en derde zin, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

2° « ontvangstbericht van onvolledig dossier », de betekening, bedoeld in artikel 140, tweede lid, tweede zin, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, waarbij de aanvrager op de hoogte wordt gebracht dat het dossier betreffende zijn aanvraag onvolledig is.

Art. 2. Wanneer het dossier volledig is geeft de gemachtigde ambtenaar een ontvangstbewijs af, dat overeenkomt met het model van bijlage 1.

Art. 3. Wanneer het dossier niet volledig is, verwittigt de gemachtigde ambtenaar de aanvrager hiervan via een ontvangstbericht van onvolledig dossier, dat overeenkomt met het model van bijlage 2.

Art. 4. Worden opgeheven :

1° artikel 3 en de bijlagen 1 en 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 30 juli 1992 betreffende de behandeling door de gemachtigde ambtenaar van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en stedenbouwkundig attest aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut;

2° artikel 3 en de bijlagen 1 en 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 mei 1993 betreffende de behandeling door de gemachtigde ambtenaar van de aanvragen om verkavelingsvergunning en stedenbouwkundig attest met het oog op verkaveling aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon.

Art. 5. Het lid van de Regering tot wiens bevoegdheid stedenbouw behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1993.

Brussel, 23 november 1993.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter, belast met Ruimtelijke Ordening,
Ch. PICQUE

De Staatssecretaris,
R. HOTYAT

**Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale
Administration de l'Urbanisme et
de l'Aménagement du Territoire**

Annexe 1

Recommandé

ACCUSE DE RECEPTION DE DOSSIER

N° de votre dossier : ...

(à rappeler dans toute correspondance)

Conformément à l'article 140 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme,
le fonctionnaire délégué accuse réception du dossier de demande introduit en date du ... (1)

par ... (2)

relatif à une demande de : (3)

() certificat d'urbanisme; () permis d'urbanisme;

() certificat d'urbanisme en vue de lotir; () permis de lotir;

() certificat d'environnement et certificat d'urbanisme pour un projet mixte; () permis d'environnement et permis d'urbanisme pour un projet mixte;

ayant pour objet ...

(4);

il a été constaté que le dossier est complet sous réserve, en cas de projet mixte, du caractère complet du dossier constaté par l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

(5) La demande est soumise à étude d'incidences en vertu ... (6)

(5) La demande est soumise à rapport d'incidences en vertu ... (6)

(5) La demande est soumise aux mesures particulières de publicité en vertu de ... (7)

(5) La demande est soumise à l'avis des administrations ou instances suivantes : (8)

(5) La durée maximum de l'instruction de la présente demande est fixée en vertu de l'article 142 de l'ordonnance du 29 août 1991 reproduit au verso, à savoir ... jours.

Fait à ... , le ...

Le fonctionnaire délégué,

(1) A compléter par la date de l'envoi recommandé à la poste.

(2) A compléter par l'identité du signataire de la demande.

(3) Cocher la mention appropriée.

(4) Reprendre l'énoncé des actes et travaux, complété de l'adresse de leur localisation et, s'il s'agit d'un projet mixte, la classe de l'installation conformément à l'annexe de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement et la description de l'installation qui fait l'objet de la demande.

(5) Biffer la (les) mention(s) inutile(s).

(6) Compléter par la rubrique des annexes de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences qui soumet le projet à une telle évaluation.

(7) Compléter par la disposition qui impose ces mesures particulières de publicité.

(8) Compléter par l'énoncé des administrations ou instances dont l'avis est sollicité.

Dispositions légales

Article 142 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

§1er. La décision du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant le permis est notifiée par pli recommandé à la poste simultanément au demandeur et à la commune.

§2. Cette notification intervient dans les délais suivants à compter de l'accusé de réception :

1° septante-cinq jours lorsque la demande ne requiert pas les mesures particulières de publicité visées aux articles 113 et 114;

2° cent cinq jours lorsque la demande requiert de telles mesures.

Lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité et que son instruction se déroule partiellement durant les vacances scolaires, les délais sont augmentés de :

1° dix jours s'il s'agit des vacances de Pâques ou de Noël;

2° quarante-cinq jours s'il s'agit des vacances d'été.

§3. Lorsque la demande de permis est accompagnée d'un rapport d'incidences visé à l'article 23 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, la notification de la décision du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant le permis intervient dans les septante-cinq jours à compter de la date de l'avis donné par la commission de concertation sur la demande.

Toutefois, lorsque, en application de l'article 29, §1er, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, la commission de concertation recommande au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences, le délai visé à l'alinéa premier prend cours à compter de la date :

1° soit de la notification de la décision du Gouvernement, conformément à l'article 29, §2, alinéa 4, de ladite ordonnance, estimant une telle étude inopportune;

2° soit, en application de l'article 22, §1er, alinéa 1er, de ladite ordonnance, de l'avis de la commission de concertation sur la demande, visé à l'article 114.

§4. Lorsque la demande donne lieu à la consultation d'administrations ou d'instances concernées, les délais visés aux §§ 2 et 3 sont augmentés de trente jours.

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale
Administration de l'Urbanisme et
de l'Aménagement du Territoire

Annexe 2

Recommandé

AVIS DE RECEPTION DE DOSSIER INCOMPLET

Application de l'article 140 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme

Votre dossier N° (à rappeler dans toute correspondance,); (1)
relatif à une demande de :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> certificat d'urbanisme; | <input type="checkbox"/> permis d'urbanisme; |
| <input type="checkbox"/> certificat d'urbanisme en vue de lotir; | <input type="checkbox"/> permis de lotir; |
| <input type="checkbox"/> certificat d'environnement et certificat d'urbanisme pour un projet mixte; | <input type="checkbox"/> permis d'environnement et permis d'urbanisme pour un projet mixte; |

ayant pour objet ...

il a été constaté que le dossier est incomplet. (2);

Il y a lieu de nous faire parvenir les documents suivants : (3)

...
...
...
...

L'acçusé de réception visé à l'article 140 de l'ordonnance ne sera délivré qu'après réception des documents énoncés ci-dessus.

Fait à ... , le ...

Le fonctionnaire délégué,

(1) Cocher la mention appropriée.

(2) Reprendre l'énoncé des actes et travaux, complété de l'adresse de leur localisation et, s'il s'agit d'un projet mixte, la classe de l'installation conformément à l'annexe de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement et la description de l'installation qui fait l'objet de la demande.

(3) A compléter par l'indication des pièces ou documents manquants ainsi que par la motivation du caractère non recevable.

Vu les annexes 1 et 2 pour être annexées à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 déterminant les formulaires de réception par le fonctionnaire délégué des demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificats d'urbanisme et des demandes de projets mixtes.

Le Ministre-Président, chargé de l'aménagement du territoire,

Ch. PICQUÉ

Le Secrétaire d'Etat,

R. HOTYAT

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Bestuur van de Stedebouw
en de Ruimtelijke Ordening

Bijlage 1

Aangetekend

ONTVANGSTBEWIJS VAN HET DOSSIER

Uw dossiernummer : ...

(in elke briefwisseling te vermelden)

Overeenkomstig artikel 140 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw, bevestigt de gemachtigde ambtenaar de ontvangst van het dossier ingediend op ... (1)

door ... (2)

betreffende een aanvraag om (3)

() stedbouwkundig attest;

() stedbouwkundige vergunning;

() stedbouwkundig attest met het oog op verkaveling;

() verkavelingsvergunning;

() milieu-atteest en stedbouwkundig atteest
voor een gemengd project;

() milieuvergunning en stedbouwkundige
vergunning voor een gemengd project;

stekkende tot ...

werd er vastgesteld dat het dossier volledig is, onder voorbehoud, in geval van gemengd project, van de volledigheid van het dossier, vastgesteld door Het Brussels Instituut voor het Leefmilieu. (4);

(5) De aanvraag wordt aan een effectenstudie onderworpen krachtens ... (6)

(5) De aanvraag wordt aan een effectenverslag onderworpen krachtens ... (6)

(5) De aanvraag wordt aan de speciale regelen van openbaarmaking onderworpen krachtens ... (7)

(5) De aanvraag wordt aan het advies van volgende besturen of instellingen onderworpen : (8)

(5) De maximale duur voor de behandeling van deze aanvraag is krachtens artikel 142 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 (tekst op keerzijde) vastgesteld op ... dagen.

Opgemaakt te ...

De gemachtigde ambtenaar,

(1) De datum invullen van de ter post aangetekende brief.

(2) De naam invullen van de ondertekenaar van de aanvraag.

(3) De gepaste aanvraag aankruisen.

(4) De handelingen en werken vermelden, aangevuld met het adres van de ligging ervan, en indien het gaat om een gemengd project, de klasse van de inrichting vermelden overeenkomstig de bijlage van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning en de beschrijving hernemen van de inrichting die het voorwerp is van de aanvraag.

(5) Doorhalen wat niet van toepassing is.

(6) Aanvullen met de rubriek van de bijlagen bij de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling waarbij het project aan een dergelijke beoordeling onderworpen wordt.

(7) Aanvullen met de bepaling die deze speciale regelen van openbaarmaking oplegt.

(8) De besturen of instellingen vermelden waarvan het advies wordt gevraagd.

Wettelijke bepalingen

Artikel 142 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

§1. De beslissing van de gemachtigde ambtenaar tot verlening of weigering van de vergunning wordt gelijktijdig aan de aanvrager en aan de gemeente bij een ter post aangetekende brief betekend.

§2. Deze kennisgeving geschiedt binnen volgende termijnen te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs:

- 1° vijfenzeventig dagen indien de aanvraag de speciale regelen van openbaarmaking bedoeld in artikelen 113 en 114 niet vereist;
- 2° honderd en vijf dagen indien de aanvraag dergelijke regelen vereist.

Indien de aanvraag speciale regelen van openbaarmaking vereist en haar behandeling gedeeltelijk tijdens de schoolvakanties plaatsvindt, worden de termijnen verlengd met :

- 1° tien dagen voor de Paas-of Kerstvakantie;
- 2° vijfenveertig dagen voor de zomervakantie.

§3. Wanneer de vergunningsaanvraag vergezeld is van een effectenverslag, bedoeld in artikel 23 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, geschiedt de kennisgeving van de beslissing van de gemachtigde ambtenaar tot verlening of weigering van de vergunning binnen vijfenzeventig dagen, te rekenen vanaf de datum waarop de overlegcommissie haar advies over de aanvraag heeft gegeven.

Wanneer, bij toepassing van artikel 29, §1, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de overlegcommissie de Regering evenwel aanbeveelt een effectenstudie te laten verrichten, begint de in het eerste lid bedoelde termijn te lopen vanaf :

- 1° hetzij de dag waarop de Regering kennis geeft van haar beslissing dat een dergelijke studie niet opportuun is, overeenkomstig artikel 29, §2, vierde lid, van voornoemde ordonnantie;
- 2° hetzij, bij toepassing van artikel 22, §1, eerste lid, van voornoemde ordonnantie, de dag waarop de overlegcommissie haar advies over de aanvraag geeft, zoals bedoeld in artikel 114.

§4. Indien de aanvraag aanleiding geeft tot de raadpleging van betrokken besturen of instellingen, worden de in §§ 2 en 3 bedoelde termijnen met dertig dagen verlengd.

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Bestuur van de Stedebouw
en de Ruimtelijke Ordening

Bijlage 2

Aangetekend

ONTVANGSTBERICHT VAN ONVOLLEDIG DOSSIER

Toepassing van artikel 140 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw

Uw dossier Nr ... (in elke briefwisseling te vermelden.);

betreffende een aanvraag om : (1)

() stedebouwkundig attest;	() stedebouwkundige vergunning;
() stedebouwkundig attest met het oog op verkaveling;	() verkavelingsvergunning;
() milieu-atteest en stedebouwkundig attest voor een gemengd project;	() milieuvergunning en stedebouwkundige vergunning voor een gemengd project;

met betrekking tot ..

Er werd vastgesteld dat het dossier niet volledig is. (2);

Gelieve ons de volgende documenten te doen geworden : ... (3)

...
...
...
...

Het in artikel 140 van de ordonnantie bedoelde ontvangstbewijs zal pas na ontvangst van de hierboven vermelde documenten worden afgegeven.

Opgemaakt te (datum)

De gemachtigde ambtenaar,

- (1) De gepaste aanvraag aankruisen.
(2) De handelingen en werken vermelden , aangevuld met het adres van de ligging ervan, en indien het gaat om een gemengd project, de klasse van de inrichting vermelden overeenkomstig de bijlage van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning en de beschrijving hernemen van de inrichting die het voorwerp is van de aanvraag.
(3) De ontbrekende stukken of documenten vermelden alsook de motivering van de onontvankelijkheid van het dossier.

Gezien de bijlagen 1 en 2 om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 tot vaststelling van de formulieren voor de ontvangst door de gemachtigde ambtenaar van de aanvragen om stedebouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedebouwkundige attesten en van de aanvragen van gemengde projecten.

De Minister-Voorzitter, belast met ruimtelijke ordening,
Ch. PICQUÉ

De Staatssecretaris,
R. HOTYAT